

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 JUIN 2020 COMPTE-RENDU SUCCINCT

Affiché en mairie le 1 juillet 2020

L'an deux mille vingt , le vingt neuf juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - M. Bruno HABERKORN - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - Mme Marie-Thérèse BOUGÉ - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Sylvain BLANDIN - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Philippe SINGER

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Jean-Marc FOMBARLET donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD

En raison de la crise sanitaire relative au COVID-19, des mesures exceptionnelles sont prises pour cette séance du Conseil municipal :

- Impossibilité pour le public d'être physiquement présent,
- Aménagement de la salle pour respecter les distanciations physiques entre les élus,
- Retransmission de la séance en direct sur Internet, sur la page Facebook de la Ville de Chenôve.

Mme Aziza AGLAGAL, Mme Saliha M'PIAYI et M. Philippe NEYRAUD sont arrivés en retard à la séance du Conseil municipal.

Désignation du secrétaire de séance dans l'ordre du tableau : M. Patrick AUDARD.

M. Patrick AUDARD procède à l'appel.

Adoption à l'unanimité des procès-verbaux des Conseils municipaux des 25 mai 2020 et 8 juin 2020.

Élection de Mme Marie-Thérèse BOUGÉ au poste de 9^e adjointe au maire, suite à la démission de ses fonctions d'adjoint de M. Bruno HABERKORN :
30 voix pour Mme BOUGÉ, 2 voix pour M. HABERKORN, 1 bulletin blanc.

M. le Maire ne participe pas à l'approbation du compte administratif 2019 et confie la présidence de la séance à Mme la 1^{re} adjointe durant tout le débat autour de cette délibération.

M. Nouredine ACHERIA n'était pas présent dans la salle lors du vote de la délibération :
EXONÉRATION DE LOYERS DES ENTREPRISES TOUCHÉES PAR LA CRISE SANITAIRE ET LOGÉES PAR LA VILLE DE CHENÔVE.

M. Thierry FALCONNET, Maire, s'est absenté de la salle et a confié la présidence de la séance à sa 1^{re} adjointe lors du débat autour de la délibération :

DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE ET DE COHÉSION SOCIALE – RAPPORT SUR LES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN 2019.

M. Philippe NEYRAUD n'était pas présent dans la salle lors du vote de la délibération : OPÉRATION "KENNEDY" – APPROBATION DE LA DEUXIÈME CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE" (SPLAAD).

M. Lhoussaine MOURTADA n'était pas présent dans la salle lors du vote des délibérations :
- TRAVAUX DE L'HÔTEL DE VILLE – DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRÈS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET DE L'ÉTAT AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL),
- SOLLICITATION D'UN ACCORD DE PARTENARIAT AVEC LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CÔTE-D'OR.

FINANCES

1 - PROGRAMME D'ACTIVITÉS DES VACANCES D'ÉTÉ 2020

La période de confinement imposée par la pandémie de Covid-19 aura des conséquences importantes pour de nombreux élèves, tous âges confondus, tant sur le plan scolaire qu'en matière de socialisation (notamment chez les plus jeunes).

En dépit des efforts déployés tant par les enseignants que par les services de la ville (direction de l'Éducation et C.C.A.S. via le programme de réussite éducative), de nombreux élèves ont « décroché » ou enregistré des retards dans leurs apprentissages.

L'Éducation nationale estime de 5 à 10 % le nombre d'élèves avec qui les établissements scolaires n'ont plus été en contact, avec une proportion beaucoup plus élevée dans les établissements classés en REP ou REP +.

Si depuis le 22 juin, la plupart des enfants ont repris le chemin des écoles, pour 15 jours de classe, il n'en demeure pas moins que beaucoup d'entre eux ont été privés, durant de longues semaines, de contact physique avec leurs enseignants et leurs camarades.

La période des vacances d'été doit donc être un moment privilégié pour que les jeunes renouent des liens sociaux avec d'autres jeunes de leur âge mais aussi des adultes.

Par ailleurs, la limitation des déplacements en dehors des frontières européennes et la fermeture des frontières d'un certain nombre de pays étrangers risque de réduire considérablement le nombre de départs en vacances de nombreuses familles.

Enfin, l'incendie criminel du centre de loisirs du Plateau, dans la nuit du 13 au 14 mars dernier, prive la ville de Chenôve d'un équipement qui permettait d'accueillir 160 enfants (maximum) dans un cadre naturel bien que très proche de la ville.

Dans ce contexte bien particulier, et bien avant l'annonce du plan gouvernemental « Quartiers d'été – colos apprenantes », la ville de Chenôve avait lancé une réflexion pour proposer aux enfants et aux familles de Chenôve une offre de loisirs et une organisation renouvelées pour ces vacances d'été 2020.

Cette réflexion en faveur de vacances ludiques et éducatives visait un double objectif :

- Proposer aux familles et aux enfants qui le souhaitent de pouvoir bénéficier de temps de « remise à niveau scolaire » ; ces moments devant également permettre de redonner quelques règles d'apprentissage, de socialisation et de remotiver les enfants dans la perspective de la rentrée de septembre ;
- Autant que possible, faire sortir les enfants et les jeunes de leur environnement immédiat, les dépayser sans aller très loin, leur permettre de pratiquer, en pleine nature, des activités sportives, culturelles ou artistiques, scientifiques, etc.

En lieu et place du centre de loisirs du Plateau, notre **ALSH sera réparti sur trois groupes scolaires** (Grands crus, Bourdenières et En-Saint-Jacques) afin de privilégier un accueil de proximité pour l'ensemble des familles de Chenôve.

Points d'accueil des enfants, ces écoles ne seront, bien entendu, pas les lieux où se dérouleront l'ensemble des activités proposées. Outre les équipements sportifs (installations couvertes et de plein air, centre nautique) et autres lieux dans la ville, la **base d'équitation de Ternant** sera utilisée au maximum de ses capacités pour des mini-camps de 3 jours ou des séjours d'une semaine.

Par ailleurs, la ville de Chenôve a décidé de louer, durant les deux mois d'été, **la colonie de vacances « Les Pimprenelles », propriété de l'association Les Pionniers de France et**

située à Chaux.

Cet équipement permettra de proposer une offre complémentaire de loisirs – plutôt à dominante culturelle – pour des activités à la journée ou sur des séjours de trois ou cinq jours.

La Fabrique et la Maison des sports continueront de proposer des activités à dominante sportive, tout au long des 8 semaines des vacances d'été (6 juillet au 28 août) ainsi que des camps sport ou loisirs à Saint-Rome-du-Tarn, Porcieu ou dans le Jura.

Enfin, **des activités artistiques et culturelles** (ateliers danse, zumba, hip hop, électro, ...) seront également proposées, sur certaines périodes au Cèdre, à l'Entrepôt ou au gymnase Gambetta en lien avec des associations et des compagnies locales.

Le dispositif ambitieux proposé par la ville de Chenôve répondant au cahier des charges « vacances apprenantes », un dossier a été déposé auprès des services du Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse pour obtenir le label et solliciter les aides de l'État afférentes. Des subventions ont été également sollicitées auprès de la Direction régionale des affaires culturelles.

Un travail partenarial a également été réalisé avec l'inspectrice de l'Éducation nationale pour répondre à l'appel à projet « **Écoles ouvertes été 2020** ». Du 24 au 28 août, 80 enfants scolarisés dans les quatre écoles du REP +, se verront proposer, le matin, des séances de « renforcement des compétences scolaires » et, l'après-midi, des activités sportives, artistiques et culturelles ou ludiques, organisées par notre centre de loisirs.

Afin que ces vacances ludiques et éducatives soient accessibles au plus grand nombre, la **grille tarifaire** a été harmonisée pour l'ensemble des activités et séjours proposés, en tenant compte des quotients familiaux.

Vous trouverez, ci-dessous, la grille tarifaire fixée par décision du Maire, en date du 18 juin 2020.

Il convient de souligner que les familles aux revenus les plus modestes pourront également bénéficier de l'« aide aux temps libres » proposée par la Caisse d'allocations familiales. Ainsi, un séjour de 3 ou 5 jours, à Chaux ou à Ternant, reviendra pour un enfant d'une famille relevant du premier quotient familial, déduction faite de « l'aide au temps libre », à 4 euros par jour.

Tarifs pour les ateliers et les stages multisports :

Ateliers et les stages multisports	Tarifs
Atelier Danse 5 jours	15 € le cycle pour les habitants de Chenôve 20 € le cycle pour les extérieurs
Découverte de la Zumba	3 € la séance de 2 h pour les habitants de Chenôve 4 € la séance de 2 h pour les extérieurs
Découverte du Hip'Hop	1,50 € la séance de 1 h pour les habitants de Chenôve 2 € la séance pour les extérieurs
Atelier Electro	5 € la séance de 2 h pour les habitants de Chenôve 6,50 € la séance de 2 h pour les extérieurs
Stages multisports	48 € pour les habitants de Chenôve 68 € pour les extérieurs

Tarifs pour les camps sports et les camps loisirs hors département :

Camps sports et camps loisirs	Tarifs	Reste à charge
Camp sport Porcieu Isère	220 € pour les habitants de Chenôve 253 € pour les extérieurs	180 € pour les habitants de Chenôve 213 € pour les extérieurs
Camp sport Saint-Rome-de-Tarn Aveyron	230 € pour les habitants de Chenôve 264,50 € pour les extérieurs	190 € pour les habitants de Chenôve 224,50 € pour les extérieurs
Camp loisirs Saint-Rome-de-Tarn Aveyron	150 € pour les habitants de Chenôve	110 € pour les habitants de Chenôve
Camp loisirs Clairvaux-les-lacs Jura	95 € pour les habitants de Chenôve	55 € pour les habitants de Chenôve

Tarifs pour les camps sports de 5 jours à Ternant et les camps loisirs de 5 jours à Chaux :*Pour les habitants de Chenôve :*

Quotients familiaux	Tarifs	Reste à charge
≥0 à 194<	60,00 €	20,00 €
≥194 à 302<	70,00 €	30,00 €
≥302 à 413<	80,00 €	40,00 €
≥413 à 522<	90,00 €	50,00 €
≥522 à 632<	100,00 €	60,00 €
≥632 à 741<	110,00 €	110,00 €
≥741 à 875<	120,00 €	120,00 €
≥875 à 1016<	130,00 €	130,00 €
≥1016 à 1182<	140,00 €	140,00 €
≥1182 à 1400<	150,00 €	150,00 €
≥1400	160,00 €	160,00 €

Pour les extérieurs :

Quotients familiaux	Tarifs	Reste à charge
≥0 à 194<	78,00 €	38,00 €
≥194 à 302<	91,00 €	51,00 €
≥302 à 413<	104,00 €	64,00 €
≥413 à 522<	117,00 €	77,00 €
≥522 à 632<	130,00 €	90,00 €
≥632 à 741<	143,00 €	143,00 €
≥741 à 875<	156,00 €	156,00 €

≥875 à 1016<	169,00 €	169,00 €
≥1016 à 1182<	182,00 €	182,00 €
≥1182 à 1400<	39,00 €	195,00 €
≥1400	41,60 €	208,00 €

Tarifs pour les camps sports de 3 jours à Ternant et les camps loisirs de 3 jours à Chaux :

Pour les habitants de Chenôve :

Quotients familiaux	Tarifs	Reste à charge
≥0 à 194<	25,20 €	12,00 €
≥194 à 302<	28,20 €	15,00 €
≥302 à 413<	31,20 €	18,00 €
≥413 à 522<	34,20 €	21,00 €
≥522 à 632<	37,20 €	24,00 €
≥632 à 741<	40,20 €	40,20 €
≥741 à 875<	43,20 €	43,20 €
≥875 à 1016<	46,20 €	46,20 €
≥1016 à 1182<	49,20 €	49,20 €
≥1182 à 1400<	52,20 €	52,20 €
≥1400	55,20 €	55,20 €

Pour les extérieurs :

Quotients familiaux	Tarifs	Reste à charge
≥0 à 194<	32,70 €	19,50 €
≥194 à 302<	36,60 €	23,40 €
≥302 à 413<	40,50 €	27,30 €
≥413 à 522<	44,40 €	31,20 €
≥522 à 632<	48,30 €	35,10 €
≥632 à 741<	52,20 €	52,20 €
≥741 à 875<	56,10 €	56,10 €
≥875 à 1016<	60,00 €	60,00 €
≥1016 à 1182<	63,90 €	63,90 €
≥1182 à 1400<	67,80 €	67,80 €
≥1400	71,70 €	71,70 €

Après les trois premiers jours d'inscription, organisé sous forme d'un accueil unique au sein de l'Hôtel de Ville, du 23 au 25 juin inclus, nous dénombrons 534 inscrits sur l'ensemble des activités.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte de la communication du programme d'activités des vacances d'été à Chenôve.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

2 - ÉLECTION DU 9E ADJOINT AU MAIRE

Conformément à l'article L.2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales qui stipule :

« Dans les communes de 1 000 habitants et plus, les adjoints sont élus au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. La liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe. En cas d'élection d'un seul adjoint, celui-ci est élu selon les règles prévues à l'article L.2122-7.

Quand il y a lieu, en cas de vacance, de désigner un ou plusieurs adjoints, ceux-ci sont choisis parmi les conseillers de même sexe que ceux auxquels ils sont appelés à succéder. Le conseil municipal peut décider qu'ils occuperont, dans l'ordre du tableau, le même rang que les élus qui occupaient précédemment les postes devenus vacants. »

Le Conseil municipal a procédé à l'élection des adjoints lors de sa séance du 25 mai 2020.

Le 11 juin 2020, le Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté et du département de la Côte-d'Or a notifié à la ville de Chenôve qu'il demandait au Tribunal administratif de Dijon de procéder à l'annulation de l'élection de M. Bruno HABERKORN, en tant qu'adjoint de la ville de Chenôve au motif que « la parité n'a pas été respectée ».

L'article L.2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales a, en effet, été modifié par la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, en introduisant l'obligation que la liste des adjoints doit être composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Le 16 juin 2020, M. Bruno HABERKORN nous a adressé sa lettre de démission de son mandat d'adjoint au maire ; démission qui est devenue définitive suite à son acceptation par le représentant de l'État dans le département, conformément à l'article L.2122-15 du Code général des collectivités territoriales.

Aussi, pour respecter strictement l'alternance de chaque sexe entre les adjoints, comme l'impose l'article L.2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales, et compte tenu que le 8^e adjoint au maire est un homme, seule une femme peut occuper le poste de 9^e adjoint au maire,

Vu les articles L.2122-4, L.2122-7, L.2122-7-2 et L.2122-15 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° DEL_2020_013 du 25 mai 2020 fixant à 9 le nombre d'adjoints au maire,

Vu la délibération n° DEL_2020_014 du 25 mai 2020 relative à l'élection des adjoints au maire.

Le Président de séance a enregistré les candidatures.

Mme Marie-Thérèse BOUGÉ s'est portée candidate.

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, a remis son bulletin de vote écrit sur papier blanc dans une enveloppe fermée.

Le dépouillement du vote a été effectué par deux assesseurs et a donné les résultats suivants :

- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 33
- Nombre de suffrages déclarés nuls : 0
- Nombre de suffrages déclarés blancs : 1
- Nombre de suffrages exprimés : 32
- Majorité absolue : 17

Mme Marie-Thérèse BOUGÉ ayant obtenu la MAJORITÉ ABSOLUE des suffrages exprimés dès le premier tour, elle est élue 9^e adjointe au maire et est immédiatement installée.

VOTES

30 POUR Mme MARIE-THÉRÈSE BOUGÉ

2 POUR M. BRUNO HABERKORN

1 BLANC

ADMINISTRATION GENERALE

3 - MODIFICATION DES INDEMNITÉS DE FONCTION DES ÉLUS

Conformément à l'article L.2123-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Conseils municipaux sont tenus de délibérer pour fixer les indemnités de leurs élus.

Par délibération n° DEL_2020_016 du 25 mai 2020, le Conseil municipal a adopté la répartition des indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers municipaux ayant reçu une délégation de fonction ou ayant été désignés vice-présidents de commissions municipales, comme suit :

Fonction	% maximum applicable de l'indice brut terminal de la fonction publique correspondant à la strate 10 000 / 19 999 habitants	% de l'indice brut terminal de la fonction publique appliqué aux élus de la commune de Chenôve
Maire	65 %	39,02 %
Adjoints	27,5 %	19,65 %
Conseillers municipaux délégués		7,95 %
Vice-présidents de commission		2,60 %

Conformément aux articles L.2123-22 1° et 5°, et R.2123-23 1° et 4° du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal a approuvé l'application des majorations d'indemnité, sur l'indemnité octroyée au maire et aux adjoints, comme suit :

Fonction	% de majoration appliqué aux élus de la commune de Chenôve au titre de la DSU	% de majoration appliqué aux élus de la commune de Chenôve au titre de commune chef-lieu de canton
Maire	54,03 %	15 %
Adjoints	23,58 %	15 %

Considérant qu'il a été procédé à l'élection d'un nouvel adjoint, celui-ci ayant une indemnité propre,

Considérant que la commune passe de 10 à 11 conseillers municipaux délégués,

Considérant qu'il convient de modifier le tableau des indemnités de fonction des élus (tableau joint à la présente délibération) afin de respecter l'enveloppe globale de la commune,

Vu les articles L.2123-20-1, L.2123-22 1° et 5°, L.2123-23, L.2123-24, L.2123-24-1, R.2123-23 1° et 4° du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° DEL_2020_013 du 25 mai 2020 fixant à 9 le nombre d'adjoints au maire,

Vu la délibération n° DEL_2020_016 du 25 mai 2020 relative à la détermination des indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers municipaux,

Vu le tableau du Conseil municipal,

Vu le tableau des indemnités de fonction joint à la présente délibération, étant précisé que le

tableau détaillé des indemnités de fonction sera modifié compte tenu de l'élection du 9^e adjoint et des délégations qui seront attribuées à un conseiller municipal supplémentaire.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver le tableau, ci-joint, relatif aux indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers municipaux délégués :

Fonction	% maximum applicable de l'indice brut terminal de la fonction publique correspondant à la strate 10 000 / 19 999 habitants	% de l'indice brut terminal de la fonction publique appliqué aux élus de la commune de Chenôve
Maire	65 %	39,02 %
1 ^{er} adjoint au 8 ^e adjoint	27,5 %	19,65 %
9 ^e adjoint	27,5 %	13,23 %
Conseillers municipaux délégués		7,95 %
Vice-présidents de commission		2,60 %

ARTICLE 2 : D'approuver l'application des majorations d'indemnité, sur l'indemnité précédemment octroyée au maire et aux adjoints, conformément aux articles L.2123-22 1^o et 5^o, et R.2123-23 1^o et 4^o du Code général des collectivités territoriales,

Fonction	% de majoration appliqué aux élus de la commune de Chenôve au titre de la DSU	% de majoration appliqué aux élus de la commune de Chenôve au titre de commune chef-lieu de canton
Maire	54,03 %	15 %
1 ^{er} adjoint au 8 ^e adjoint	23,58 %	15 %
9 ^e adjoint	15,88 %	15 %

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

3 ABSTENTIONS :

M. NEYRAUD - M. MICHEL - M. SINGER

FINANCES**4 - APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2019 DE LA VILLE DRESSÉ PAR LE COMPTABLE PUBLIC**

Le compte de gestion, établi par le comptable public, retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, selon une présentation analogue à celle du compte administratif. Il est soumis au vote du Conseil municipal avant l'approbation du compte administratif.

Par ce vote, le Conseil municipal constate, après s'être assuré que le comptable a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2018, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures, la concordance des résultats entre le compte de gestion établi par le comptable et le compte administratif de la collectivité.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1612-12 et L.2121-31,

Vu le compte de gestion 2019 joint,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De déclarer que le compte de gestion dressé par le comptable public n'appelle ni observation, ni réserve de sa part,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à viser et certifier le compte de gestion 2019 de la ville.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

5 - APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2019

Les réalisations et résultats de clôture de l'exercice 2019 s'établissent comme suit :

	CA 2017	CA 2018	CA 2019
FONCTIONNEMENT			
Résultat n-1 reporté	3 467 647,16	4 652 189,23	3 972 616,25
Recettes de l'exercice	24 670 394,52	24 650 692,17	24 683 264,66
Dépenses de l'exercice	23 136 860,44	22 812 863,96	22 877 722,90
Résultat de l'exercice	1 533 534,08	1 837 828,21	1 805 541,76
Résultat avant couverture du besoin de financement en investissement	5 001 181,24	6 490 017,44	5 778 158,01
INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution n-1	-2 120 693,15	337 256,67	-1 781 342,36
Recettes de l'exercice	7 883 184,33	2 171 018,90	5 277 843,09
Dépenses de l'exercice	5 425 234,51	4 289 617,93	4 921 685,96
Solde des restes à réaliser	- 686 248,68	-736 058,83	-862 556,34
Besoin de financement	-348 992,01	-2 517 401,19	-2 287 741,57
Excédent disponible repris au budget primitif	4 652 189,23	3 972 616,25	3 490 416,44

Conformément à l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et à l'article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales, une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. Cette présentation vient compléter la maquette du compte administratif.

I – APPROCHE GLOBALE DES RÉSULTATS

L'exercice 2019 se clôt par un excédent de fonctionnement de 5 778 158,01 € contre 6 490 017,44 € en 2018. Après couverture du besoin de financement de l'investissement (2 287 741,57 €), le résultat reporté, qui sera repris au budget primitif 2020, s'établit à 3 490 416,44 € contre 3 972 616,25 €, en 2018.

Cette contraction des résultats s'explique par une montée en puissance des dépenses d'équipement, combinée à une légère dégradation de l'excédent annuel courant (1,806 M€ contre 1,838 M€ en 2018). Ce tassement du résultat comptable de l'exercice est provoqué par un effet de ciseaux, c'est-à-dire une augmentation plus soutenue des dépenses (+0,28%) que celle des recettes (+0,13%).

Ce reflux est encore plus perceptible sur la capacité d'autofinancement brute, cet indicateur étant déterminé par différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement, hors mouvements exceptionnels. Or en 2019, les produits exceptionnels sont d'un montant particulièrement élevé (0,307 M€). Pour l'essentiel, il s'agit principalement de la

régularisation des frais de portage des acquisitions foncières réalisées par l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL) et annulés à la suite du rachat en 2019 de quatre propriétés par la Société Publique Locale d'Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise (SPLAAD).

Une fois ces opérations exceptionnelles déduites, les recettes réelles de fonctionnement affichent une baisse de -0,59 %, tandis que les charges courantes progressent de 0,36 %. Par voie de conséquence, l'épargne brute se contracte par rapport à 2018.

	2017	2018	2019
Épargne brute (A)	2 278 387	2 549 422	2 321 598
Encours de dette au 31/12 (B)	10 301 487	9 221 912	9 347 051
Capacité de désendettement (B/A)	4,52	3,62	4,03

Quant à la capacité de désendettement, elle passe le seuil de 4 années, sous l'effet conjugué de ce tassement de l'épargne et d'une reprise du recours à l'emprunt (1,100 M€), légèrement supérieur au remboursement du capital (0,975 M€).

L'analyse de l'évolution des différents postes du compte administratif permet d'appréhender les différents facteurs de l'évolution des résultats.

II – ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

A – Évolution des dépenses réelles de fonctionnement

Par grands postes budgétaires, les dépenses ont évolué comme suit :

Chapitre	Nature des dépenses	2017	2018	2019	Variation 2019/2018
011	Charges à caractère général	4,476	4,434	4,439	+0,11 %
012	Charges de personnel	15,131	15,053	15,148	+0,63 %
65	Autres charges de gestion courante	2,243	2,261	2,281	+0,88 %
66	Intérêts et mouvements financiers	0,239	0,204	0,166	-18,63 %
67	Charges exceptionnelles	0,069	0,033	0,030	- 9,09%
		22,158	21,987	22,064	+0,35 %

En millions d'euros

Deux postes sont à l'origine de l'accroissement des charges :

Les charges de personnel : malgré le transfert de 7 agents à la Métropole depuis le mois de mai et une démarche volontariste de maîtrise de l'évolution de ces charges, en assurant un suivi rigoureux de la masse salariale, le poste de charges le plus important enregistre une hausse de 0,63 %. Plusieurs facteurs sont à l'origine de de cette progression :

Après la suspension en 2018 de l'application des Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR), la revalorisation des grilles indiciaires a repris en 2019.

En outre, pour répondre à la hausse de fréquentation des activités péri et extra-scolaires, la ville a renforcé les équipes d'accueil. De plus, la ville a été contrainte, en 2019, d'affecter des moyens supplémentaires dans les services confrontés à des problèmes de tranquillité.

Enfin, afin d'améliorer le pouvoir d'achat de ses agents, la ville a adhéré au Comité d'Action Sociale, ce qui a représenté une dépense de 140 000 €.

Les charges à caractère général : après trois années de baisse, ces charges enregistrent une légère hausse (+0,11%). Le détail de l'évolution des principaux postes explique le léger rebond de ces charges qui regroupent les crédits nécessaires au fonctionnement des services.

	2018	2019	% 2019 / 2018
Achats et contrats de prestations de services (articles 6042, 611, 617 à 6188, 6225 à 6228, 6241 à 6248 et 6281 à 6288)	1 362	1 342	-1,47 %
Achats de fournitures (articles 60623 à 6068)	581	568	-2,24 %
Charges de fluides (articles 60611 à 60622)	1 162	1 198	+3,10 %
Entretien et maintenance des biens mobiliers et immobiliers (articles 615...)	454	478	+5,28 %
Publicité, publications, relations publiques (articles 623...)	160	160	-
Taxes foncières (articles 635...)	132	123	-6,82 %
Télécommunications (article 6262)	49	38	-22,45 %
Affranchissement (article 6261)	45	48	+6,66 %
Frais de déplacement, missions et réceptions (articles 625...)	100	93	-7 %

En milliers d'euros

Seuls 3 postes sont en augmentation : les charges de fluides, l'entretien des bâtiments et du matériel et enfin, l'affranchissement.

Pour ce dernier, la progression résulte de l'augmentation des tarifs appliquée par la Poste.

Concernant **les fluides**, la hausse ne porte que sur 2 postes, le fuel pour l'accueil de loisirs du Plateau (+200%), en raison d'un doublement des livraisons, et l'électricité (+8%). Quant à l'électricité, la hausse résulte des conditions tarifaires moins favorables du nouveau marché, atténuant ainsi les effets des mesures d'économies d'énergie mises en place par la commune.

Les autres dépenses d'énergie (gaz, chauffage urbain) sont en baisse respectivement de 7,35 % et 2,60 %. Il est à noter la part prépondérante (66%) des charges fixes dans la facture globale du chauffage urbain, rendant cette charge presque incompressible.

Le troisième poste est celui de **l'entretien du patrimoine**, en particulier les bâtiments. En raison du redéploiement de certains agents du centre technique vers d'autres services de la

ville, la part des interventions externalisées augmentent, tandis que les fournitures mises en œuvre par les agents de la ville diminuent.

Quant aux autres postes listés dans le tableau, la tendance baissière déjà constatée en 2018 se poursuit en 2019 pour certains d'entre eux. Il s'agit des fournitures et plus encore, des frais téléphoniques grâce à la mise en concurrence des opérateurs par la centrale d'achats de la Métropole.

S'agissant des prestations de services, des taxes foncières et des frais de déplacement, après le palier franchi en 2018, ils sont orientés à la baisse en 2019.

Les **autres charges de gestion** progressent de 0,88 %. Globalement, les transferts financiers au CCAS et aux associations baissent de 7 000 €. Dans le détail, la subvention au CCAS est abondée de +65 000 € afin de compenser la baisse des recettes et la hausse des aides versées au titre du Revenu Minimum Etudiant. A l'inverse, les subventions aux associations baissent de 72 000 €, en raison d'une part, de l'arrêt des activités du Comité des Oeuvres Sociales auquel s'est substitué le Comité d'Action Sociale et d'autre part, de l'arrêt de la prévention spécialisée relevant de l'ACODEGE.

Les **charges financières** poursuivent leur décroissance, tant en ce qui concerne les intérêts de la dette que les frais de portage des immeubles acquis par l'EPFL pour le compte de la ville, la baisse de ces derniers découlant du rachat, déjà mentionné, de quatre propriétés par la SPLAAD.

B – Évolution des recettes réelles de fonctionnement

Par rapport à 2018, les recettes réelles affichent une très légère progression (+0,20%). Cependant, après neutralisation des produits exceptionnels explicités dans la partie I du présent rapport, l'évolution devient négative (-0,59%).

Ce recul s'observe sur toutes les lignes, à l'exception notable du produits des services (+5,46%).

Chaque poste évolue comme suit :

Chapitre	Nature des recettes	2017	2018	2019	Variation 2019/2018
013	Atténuation de charges	0,391	0,206	0,099	-51,94 %
70	Produits des services et du domaine	1,147	1,136	1,198	5,46 %
73	Impôts et taxes	15,923	15,985	16,002	0,11 %
74	Dotations, subventions	6,679	6,888	6,786	-1,48 %
75	Autres produits de gestion courante	0,227	0,287	0,272	-5,23 %
77	Produits exceptionnels	0,213	0,113	0,307	171,68 %
		24,581	24,616	24,664	0,20 %

En millions d'euros

Les produits des services affichent une progression soutenue s'expliquant essentiellement

par la dynamique des redevances des usagers, en hausse de 5,17 %.

Sur leur lancée des années précédentes, les activités périscolaires et les accueils de loisirs enregistrent de nouveau une hausse de leur fréquentation. La billetterie du Cèdre et plus encore, celle du centre nautique augmentent notablement.

Enfin, les recettes des autres secteurs se maintiennent à un niveau proche de l'année précédente.

Évolution des produits par service :

	2017	2018	2019
Périscolaire	285 229	294 568	304 226
Petite Enfance	147 665	151 402	149 414
Accueils de loisirs	71 518	77 655	87 501
Loisirs sportifs	216 161	227 465	222 311
Jeunesse	5 764	5 889	7 181
Centre nautique	119 884	61 398	90 327
Billetterie Cèdre	91 271	92 826	104 634
Conservatoire	103 736	99 976	98 016
Bibliothèque	3 336	282	273
TOTAL	1 038 565	1 011 557	1 063 883

Comme en 2018, **les impôts et taxes** n'évoluent que très faiblement. Ce poste est constitué principalement des impôts directs, d'un ensemble de taxes (taxe sur l'électricité, taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) et taxe additionnelle aux droits de mutation) et des reversements de Dijon Métropole.

- **Le produit de la fiscalité sur les ménages**, au titre de l'année 2019, atteint 7,823 M€, en hausse de +1.53%, inférieure à celle du coefficient de revalorisation appliqué uniquement aux bases des locaux d'habitation (+2,20 %). La perte de matière imposable découle d'une part, de la baisse des valeurs locatives des locaux professionnels et d'autre part, de l'impact fiscal de la démolition de la tour Renan, alors que les nouveaux logements sont encore exonérés.
- **Les autres taxes** accusent une nouvelle baisse. Après -1,12 % en 2018, elles reculent de 4,61 % en raison d'une contraction des taxes additionnelles sur les droits de mutation et surtout, d'un nouveau recul de la taxe sur la publicité extérieure (TLPE) consécutif à la réduction des surfaces imposables.
- Enfin, après les derniers transferts effectués en 2017 et la mutualisation des services juridique, de la commande publique et informatique, **l'attribution de compensation** versée par le Dijon Métropole diminue d'environ 46 000 €, tandis que la **dotation de solidarité communautaire** reste stable à 958 257 €.

Après une progression soutenue en 2018 (+3,14%), **les dotations, subventions et participations** sont orientées à la baisse (-1,48%). Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette contraction. Tout d'abord, le gain entre la réfaction appliquée à la **dotation forfaitaire** (-0,107 M€), et le bonus sur la **dotation de solidarité urbaine** (+0,127 M€) est moindre, 27 000 € contre 50 000 € en 2018

En outre, alors que les participations des différents financeurs étaient en hausse de 14,7 % en 2018, elles diminuent de 1,74 % en 2019, même si la CAF conforte son soutien aux actions portées par la commune, telles que les créations de places en crèche, mais également les projets au sein des écoles (classes Passerelle, animations sur le temps périscolaire).

Si l'aide de l'État affiche une baisse, en raison du choix de la ville de fléchir en 2018 une partie des Dotations Politiques de la Ville (DPV) à hauteur de 122 000 € sur des actions relevant du fonctionnement, elle se maintient à son niveau de 2018 pour les structures et les manifestations culturelles (conservatoire, bibliothèque, Marianne). En outre, la ville a bénéficié du fonds d'amorçage du dispositif «Cité éducative» d'un montant de 85 000 €.

Quant aux aides départementales, leur hausse a pour origine une régularisation du versement des subventions non perçues en 2018 pour l'accueil des publics fragiles dans les structures de la petite enfance. Les autres aides sont soit reconduites (fonds spécial lecture, relais assistantes maternelles), soit minorées (conservatoire et orchestre symphonique inter-écoles de musique - OSiEM).

Évolution des participations par organisme :

		2017	2018	2019
74712	Emplois d'avenir	86 678	27 948	-
74718	État	87 312	232 262	200 986
7472	Région	30 500	26 130	17 068
7473	Département	137 595	139 961	160 265
74751	Métropole	22 052	20 481	24 151
7477	Fonds européens	63 000	4 408	10 000
7478	CAF et autres financeurs	1 037 571	1 230 277	1 239 784
	TOTAL	1 464 708	1 681 467	1 652 254

Les autres produits de gestion courante diminuent de 5,50 %, en raison d'une baisse des locations du Cèdre de près de 21 000 €, partiellement atténuées par la location de salles (+6 000 €). Les autres revenus de gestion immobilière sont quasiment stables.

L'atténuation des charges regroupent principalement les remboursements de rémunérations des agents en arrêt maladie et les participations au titre des emplois aidés. Globalement, ces deux postes baissent de 45 % en raison de la suppression des contrats aidés et de l'application, depuis le renouvellement du contrat d'assurances des risques statutaires, d'une franchise sur les remboursements au titre des accidents du travail. A noter qu'en contrepartie de cette franchise, la cotisation de la commune a sensiblement baissé (-53%).

III – L'EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT

A – Les dépenses réelles d'investissement



Globalement, ces dépenses s'établissent à 4 921 686 € , contre 4 289 618 € en 2018, soit + 14,7 %

Les dépenses d'équipement réalisées en 2019 s'élèvent à 2,360 M€, en hausse par rapport à 2018 (1,884 M€). Outre l'achèvement des programmes initiés en 2018 (requalification du Petit mail, création du skate-park, acquisition du terrain d'assiette du parking Curel), de nombreuses opérations prévues au budget 2019 ont été mises en œuvre, notamment sur les espaces publics :

- La seconde tranche de la requalification du Petit mail (114 000 €) et une première tranche d'interventions sur l'ancienne emprise de la tour Renan (52 157 €) et sur la plaine Herriot (71 000 €) ;

mais aussi dans les équipements avec :

- La sécurisation et la modernisation des installations de la piscine (72 351 €) ;
- La climatisation de locaux au Tremplin, au Cèdre, à l'accueil de loisirs et dans les structures de la petite enfance (56 541 €) ;
- La première phase du réaménagement des espaces de la maternelle Gambetta (56 827 €) ;
- Le lancement du concours de maîtrise d'œuvre pour la restructuration du gymnase du Mail (45 527 €).
- La poursuite du programme de réduction des consommations d'énergie, notamment dans les écoles et les équipements sportifs (23 000 €).

Le montant des acquisitions de matériel reste stable par rapport à 2018. Il s'élève à 377 766 € affectés notamment à l'installation de la billetterie électronique au centre nautique, à la refonte du site internet de la ville, aux opérations proposées par les instances participatives et à des acquisitions plus récurrentes (poursuite de l'équipement informatique des écoles, renouvellement de celui des services, modernisation des véhicules et du matériel des services).

Ce programme est complété par les avances de trésorerie à la SPLAAD dans le cadre des conventions de prestations du secteur Centralité (1 M€) et du secteur Kennedy (0,500 M€).

Enfin, la ville n'ayant pas emprunté en 2018, le remboursement du capital de la dette passe de 1,080 M€ en 2018 à 0,975 M€. Quant à l'encours de la dette, il s'établit à 9,347 M€ à fin 2019, contre 9,222 M€ en 2018.

B – Les recettes réelles d'investissement

Elles s'élèvent à 1,687 M€, hors excédents de fonctionnement capitalisés (compte 1068). Elles progressent par rapport à l'année précédente, en raison de la mobilisation d'un emprunt de 1,1 M€. En revanche, les subventions poursuivent leur baisse ainsi que le FCTVA, ce dernier étant corrélé au montant des investissements de l'année précédente.

C – Les restes à réaliser

Les restes à réaliser correspondent aux dépenses et aux recettes engagées sur l'exercice clos qui seront mandatées ou recouvrées ultérieurement.

Dépenses	1 097 054.65 €
Recettes	234 498.31 €
Besoin de financement	-862 556.34 €

En dépenses, ils comprennent pour l'essentiel la maîtrise d'œuvre pour la restructuration du gymnase du Mail et les travaux d'accessibilité des équipements par les personnes à mobilité réduite..

En recettes, sont reportés les soldes des subventions sur les opérations en cours d'achèvement.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-12, L2121-31 et L2313-1,

Vu le compte administratif et ses annexes, notamment la note brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'arrêter les résultats définitifs,

ARTICLE 2 : D'approuver le Compte Administratif 2019 de la ville.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. FALCONNET

6 - AFFECTATION DU RÉSULTAT 2019

Le Conseil municipal a arrêté les comptes de l'exercice 2019 en approuvant le compte administratif de la Ville qui fait apparaître les soldes suivants :

- un résultat de la section de fonctionnement de	5 778 158,01
- un solde d'exécution de la section d'investissement de	-1 425 185,23
- un solde des restes à réaliser	-862 556,34
- un besoin de financement de la section d'investissement de	-2 287 741,57

Le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet d'une affectation par le Conseil municipal.

En priorité, ce résultat doit être affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement. Ce besoin de financement est égal au solde d'exécution corrigé des restes à réaliser. Le détail des restes à réaliser est annexé au compte administratif.

Le surplus peut-être, soit reporté à nouveau et incorporé en tout ou partie dans la section de fonctionnement, soit inscrit en réserve, pour assurer le financement de la section d'investissement.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2311-5,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'affecter le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2019.

D'une part, en réserve afin de couvrir le solde net d'exécution de la section d'investissement ;

D'autre part, en report de fonctionnement par les écritures suivantes :

ligne 001 – Déficit d'investissement reporté	- 1 425 185,23
soldes des restes à réaliser	-862 556,34
compte 1068 – Excédent de fonctionnement capitalisé	- 2 287 741,57
ligne 002 – Résultat de fonctionnement reporté	3 490 416,44

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

31 POUR

2 ABSTENTIONS :

M. NEYRAUD - M. SINGER

7 - DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2020

En application de l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales, l'examen du budget doit être précédé d'un débat sur les grandes orientations budgétaires.

Ce débat s'appuie sur un rapport qui comporte des informations sur :

- les contextes national et local d'élaboration du budget 2020,
- les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement,
- les orientations en matière de programmation d'investissement,
- la structure et la gestion de l'encours de la dette,
- les dépenses de personnel.

Ce débat doit être organisé dans les deux mois qui précèdent le vote du budget.

Cependant l'ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de COVID-19 précise que « les délais afférents à la présentation du rapport d'orientation budgétaire (ROB) et à la tenue du débat d'orientation budgétaire (DOB) sont suspendus. Ils pourront intervenir lors de la séance consacrée à l'adoption du budget primitif. »

Vu l'annexe jointe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte de la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires pour 2020.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

8 - ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2020

En application de l'article 4 de l'ordonnance du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire des collectivités dans le contexte de crise sanitaire, la date limite de vote du budget est repoussée au 31 juillet et le débat relatif aux orientations budgétaires peut être tenu lors de la même séance du conseil municipal que celle de l'adoption du budget.

Par conséquent, après le débat sur les orientations budgétaires qui vient de se tenir, il est proposé au conseil municipal de voter, par chapitre, le budget primitif 2020 de la ville.

Conformément à l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et à l'article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales, une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

Les orientations générales du budget primitif (BP) 2020

La crise sanitaire et la récession économique qu'elle a provoquée ont bouleversé le projet de budget qui était en cours d'élaboration avant le confinement.

Mais ce contexte de crise a permis de démontrer la pertinence de la démarche engagée depuis plusieurs années pour préserver les capacités financières de la commune, tout en garantissant une offre de services publics aux habitants adaptée aux réalités sociales de la ville.

Tout en intégrant les impacts financiers de la crise, le présent budget a donc été élaboré, comme les précédents, sur la base des mêmes priorités :

- Abstraction faite, bien entendu, de la fermeture des activités pendant la période de confinement, le **maintien du niveau de l'offre de services** proposée aux Cheneveliers, tout en **stabilisant les taux des impôts locaux** par rapport à 2019, ce qui induit une gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement ;
- La volonté de **maintenir un niveau d'autofinancement brut suffisant** pour ne pas augmenter inconsidérément l'endettement ;
- La **bonne tenue du niveau des investissements**, malgré le ralentissement de l'activité des entreprises.

Pour l'année 2020, hors reprise des résultats et des reports, le budget s'élève à :

	DÉPENSES	RECETTES
<i>Fonctionnement</i>	24 455 622 €	24 455 622 €
<i>Investissement</i>	5 332 379 €	5 332 379 €

Après reprise des résultats, le budget 2020 s'établit comme suit :

	DÉPENSES	RECETTES
<i>Fonctionnement</i>	25 472 124 €	27 946 038,44 €
<i>Investissement</i>	6 757 564,23 €	7 620 120,57 €

En mouvements réels, les évolutions par rapport à 2019 sont les suivantes :

	DÉPENSES	RECETTES
<i>Fonctionnement</i>	-0,48 %	2,18 %
<i>Investissement</i>	12,65 %	-32,32 %

En fonctionnement, ce budget s'inscrit dans la continuité de la démarche mise en place depuis 2016 pour stabiliser la capacité d'autofinancement, et ce malgré l'impact de la crise sur les recettes chiffré à 348 000 €. Dans sa version initiale, le budget affichait déjà une baisse de 0,27 % des dépenses. Sous l'effet de l'interruption des services, et tout en intégrant les dépenses consécutives à la crise (mesures sanitaires, remboursement des usagers, offre d'activités pendant l'été ,...), les dépenses diminuent de 0,48 %. Ainsi, hors effet de la reprise du résultat, l'autofinancement dégagé progresse de 40 % par rapport à celui du BP 2019.

En investissement, les dépenses hors amortissement de la dette, s'établissent à 4 401 760 € contre 3 710 123 € au budget primitif 2019. Bien qu'en augmentation, elles restent cette année encore à un niveau conforme à la capacité d'autofinancement et d'endettement de la commune.

A cet effet, outre la recherche active de subventions, la ville poursuit sa politique de gestion active de son patrimoine avec la cession de certains biens (bâtiments et terrains) dont elle n'a plus l'usage.

Le budget de fonctionnement

La section de fonctionnement correspond aux dépenses et recettes de gestion courante de la commune.

I – Recettes de fonctionnement

Les recettes réelles intègrent les recettes fiscales, les dotations versées par l'Etat et d'autres organismes publics, les redevances des usagers, ainsi que les recettes de gestion du patrimoine.

Grâce aux subventions des cofinanceurs, moins sensibles aux effets de la crise, elles s'élèvent, hors produits exceptionnels, à 23 985 622 €, soit une progression de 0,30 % par rapport au BP 2019.

La recette exceptionnelle de 450 000 € correspond à une première indemnité versée par l'assureur de la ville au titre du sinistre qui a détruit partiellement le centre de loisirs du Plateau. Ce premier acompte couvrira le coût d'installation de structures modulaires sur le site du stade Léo Lagrange, dans l'attente de la reconstruction du centre de loisirs.

Chaque poste évolue de la manière suivante :

en k€	BP 2019	BP 2020	%
Atténuations de charges	140	63	-55 %
Produits des services	1 073	929	-13,42 %
Impôts et taxes	15 973	15 879	-0,59 %

Dotations, subventions	6 528	6 950	+6,46 %
Autres produits de gestion courante	199	163	-18,09 %
Produits exceptionnels	-	450	-
TOTAL	23 913	24 435	+2,18 %

La fiscalité comprend le produit des contributions directes et un panier de taxes : taxe locale sur la publicité extérieure, taxe sur l'électricité, taxe additionnelle aux droits de mutation et droits de place sur les marchés.

Le produit de la fiscalité directe locale s'établit à 7 872 382 €, sur la base d'une reconduction des taux des impôts fonciers de 2019 et d'un produit de taxe d'habitation calculé avec le taux gelé à son niveau de 2019.

Compte tenu de la faible évolution des bases de chaque taxe, le produit ne progresse que de 0,74 % par rapport à celui perçu en 2019.

Les **autres taxes** sont estimées à 960 000 €, en baisse de près de 13 %.

Bien que la perte soit moindre que pour les départements, les communes sont également concernées par le ralentissement de l'activité du marché immobilier, à travers la taxe additionnelle aux droits de mutation. A titre indicatif, celle-ci représentait en 2019 une recette de 385 000 €. Sur la base des évaluations de pertes pour les départements, la perte pour la ville est estimée à 100 000 € en 2020.

A cela s'ajoute la fermeture des marchés pendant 2 mois et l'exonération pour une période de 3 mois, des droits de place sur le marché décidée pour venir en soutien des commerçants.

Enfin, **les contributions de Dijon Métropole** (6 964 974 €) affichent une légère baisse, conforme à l'actualisation de l'attribution de compensation à la suite de la mise en place de la mutualisation des services communs depuis mai 2019.

La dotation de solidarité communautaire reste, quant à elle, stable, à hauteur de 958 257 €.

Trois grands postes composent **les dotations** :

- la dotation globale de fonctionnement (DGF) :

Bien que la DGF soit stable au niveau national, les mécanismes de financement de la péréquation se traduisent par une baisse de la dotation forfaitaire qui s'établit à 712 253 €, contre 778 724 € en 2019 (-8,53%).

La dotation de solidarité urbaine (DSU) est une nouvelle fois en hausse à hauteur de 4 099 609 €, soit +137 076 € (+3,46%).

Globalement, ces dotations augmentent de 70 605 €.

- les compensations des exonérations fiscales :

A la suite des réfections successives, elles ne représentent plus que 373 997 €, montant légèrement supérieur à celui de 2019.

- les participations des cofinanceurs :

Au total, elles s'élèvent à 1 764 572 € contre 1 385 467 € au budget primitif 2019. Cette année encore, la Caisse d'Allocations Familiales reste le principal contributeur avec 1 210 600 €. Il est à noter d'ailleurs que ce partenaire a décidé, dans le contexte de crise sanitaire, de maintenir ses prestations malgré les périodes de fermeture des structures d'accueil.

Avec la mise en place du dispositif « Cité éducative », l'aide de l'État s'accroît sensiblement

pour s'établir à 373 000 €.

Enfin, les participations du département devraient rester stables.

En raison de l'arrêt des activités des services à la population, **le produit des services**, composé principalement des redevances des usagers, enregistre une baisse significative (-13,42%).

Avec l'arrêt des contrats aidés, **les atténuations de charges** ne regroupent plus désormais que les indemnités journalières versées au titre des arrêts maladie des agents.

Les autres produits de gestion courante, constitués du produit des locations immobilières, subissent également les effets de la crise. Celle-ci a entraîné l'annulation de nombreuses locations au Cèdre et une mesure exceptionnelle de soutien aux entreprises logées par la ville sous forme d'une exonération de loyers pendant 3 mois, au bénéfice des gérants de l'auberge et de la brasserie du Cèdre.

II – Dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement se composent principalement :

- des charges à caractère général qui regroupent l'essentiel des dépenses nécessaires aux services : fournitures, prestations de services, interventions externalisées sur le patrimoine, dépenses d'énergie et d'eau, ...,
- des charges de personnel,
- des charges de gestion courante, dont les subventions versées à différents organismes,
- des charges financières (intérêts de la dette).

En 2020, elles s'élèvent à 22 338 952 €, soit -0,48 % par rapport au BP 2019. Elles se décomposent comme suit :

En k€	BP 2019	BP 2020	%
Charges à caractère général	4 683	4 477	-4,40%
Charges de personnel	15 220	15 150	-0.46 %
Autres charges de gestion courante	2 320	2 438	+5.08 %
Charges financières	204	156	-23,5%
Charges exceptionnelles	20	118	+590 %
TOTAL	22 447	22 339	-0,48 %

Les **charges à caractère général**, de par leur nature, sont celles sur lesquelles les conséquences de la crise sont les plus marquées.

Les mesures sanitaires ont entraîné la fermeture des services à la population et ce pour certains services, jusqu'au mois de juin. L'arrêt de ces activités génère de facto une réduction des dépenses (restauration, spectacles, séjours, ...).

A l'inverse, les mesures de protection du personnel et des usagers entraînent également des dépenses supplémentaires. En outre, en complément des actions mises en place dans le cadre du dispositif «Cité éducative», une dotation de 95 000 € sera dédiée à l'organisation cet été de séjours ludiques et éducatifs, et à la réduction de la fracture numérique en milieu scolaire.

Les **charges de personnel** marquent une nouvelle baisse (-0.46%), et ce malgré l'évolution

de la carrière des agents (Glissement Vieillesse Technicité - GVT), la poursuite de la revalorisation indiciaire et le recrutement d'un policier municipal supplémentaire portant les effectifs de la police municipale à 9 agents.

La maîtrise de ce poste budgétaire, qui représente 67,8 % des charges de fonctionnement, est le fruit des mesures mises en œuvre depuis plusieurs années, notamment : non-remplacement systématique des départs en retraite, privilégier les redéploiements pour remplacer les agents quittant la collectivité et les récupérations au lieu du paiement des heures supplémentaires.

Les **autres charges de gestion courante** s'établissent à 2 438 100 €, en hausse de 5,08 % par rapport au BP 2019. Deux postes expliquent cette augmentation :

- La subvention au CCAS passe de 1 150 000 € à 1 241 000 € pour financer d'une part, l'allocation municipale exceptionnelle versée pendant la période de confinement aux familles les plus modestes. D'autre part, dans le cadre du dispositif «Cité éducative», le CCAS développera ses actions au titre du Programme de Réussite Educative (PRE), avec le recrutement d'un intervenant supplémentaire afin d'étendre ce programme à l'ensemble des écoles de la ville.

- L'enveloppe des subventions aux associations passe de 895 400 € à 912 500 €, notamment en raison de l'effet du fonctionnement en année pleine du centre social sur la participation versée à ce titre à la Maison des Jeunes et de la Culture, qui passe de 20 à 40 000 €.

L'ALACEP se voit également attribuer une subvention en hausse de 7 000 €, correspondant à une partie des prestations versées à la ville par la CAF pour la structure «P'tit bleu P'tit jaune».

Deux associations bénéficient chacune d'une subvention exceptionnelle, Equi-Sens (3 500 €) et Court Circuit 21 (2 000 €).

Enfin, conformément aux engagements pris avec l'Office Municipal des Sports, l'enveloppe destinée aux clubs sportifs augmente de 5 000 €.

Le soutien de la ville aux autres associations reste stable.

Cette hausse des subventions est compensée par la fin du financement du programme de recherche sur les effets des outils numériques sur les apprentissages scolaires (-25 000 €).

Le poste des **charges financières** diminue de près de 24%. Ce recul a pour origine la baisse des frais de portage des acquisitions réalisées par l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL) consécutive au rachat par la Société Publique Locale Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise (SPLAAD) en 2019 de quatre propriétés dans le cadre de l'aménagement de la centralité.

Les intérêts de la dette poursuivent, quant à eux, leur diminution.

Enfin, les **charges exceptionnelles** intègrent une provision afin de prendre en charge les remboursements d'activités aux usagers, à hauteur de 92 900 €.

Le programme d'investissement et son financement

Les ressources mobilisables en investissement sont les suivantes :

Dotation Politique de la ville 2020 – gymnase du Mail	183 906 €
Dotation de soutien à l'investissement local – remplacement de gabions	45 000 €
Cessions foncières et remboursement d'assurance	417 000 €
FCTVA	253 000 €

Virement de la section de fonctionnement (autofinancement)	3 133 173 €
Emprunt	1 300 000 €
	5 332 379 €

Le financement de l'investissement évoluera tout au long de l'exercice, au fur et à mesure de la notification de nouvelles subventions, notamment pour les opérations éligibles à la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et celles relevant du nouveau projet urbain, ainsi que de la réalisation des cessions foncières. L'objectif est de limiter le recours à l'emprunt, afin de maintenir l'endettement à un niveau compatible avec les capacités financières de la ville.

Les cessions foncières d'ores et déjà inscrites correspondent à la vente de lots dans la copropriété 2 place Laprevôte, d'un terrain rue des Gallandiers et du remboursement par l'assurance de la deuxième boîte à vélos incendiée en 2019.

En raison des circonstances exceptionnelles, l'excédent de fonctionnement est inscrit au budget primitif. L'autofinancement correspond donc cette année, aux marges dégagées par le budget de fonctionnement (2 116 672 €) et à un prélèvement partiel sur l'excédent reporté (1 016 440 € sur 3 490 416,44 €).

En raison des mesures sanitaires entraînant un report de certaines opérations comme la rénovation thermique de l'école Ferry, la ville ne consacrera que 1 675 760 € aux **dépenses courantes d'équipement**, soit -534 363 € par rapport au budget primitif 2019.

Cette enveloppe sera abondée d'une dépense exceptionnelle de 450 000 € affectée à l'installation de structures d'accueil, en lieu et place, dans un premier temps, du centre de loisirs détruit par un incendie en mars dernier.

Le programme 2020 s'articulera autour de plusieurs priorités :

- L'aménagement de l'espace public avec notamment la poursuite des interventions sur la plaine Herriot et l'espace « La Cabane » créé sur l'emprise de la tour Renan pour un montant de **140 000 €**, auquel il convient d'ajouter l'acquisition de ce terrain auprès d'ORVITIS (**126 000 €**);
- La rénovation thermique des bâtiments, qui fait l'objet d'un programme pluriannuel, concernera cette année l'Hôtel de Ville pour une première tranche (**367 000 €**) ;
- La rénovation et le réaménagement d'espaces dans les groupes scolaires, notamment des créations de classes maternelles à Ferry et Violettes, et à la Maison du lien social pour l'association ALACEP (**261 000 €**) ;
- La mise en sécurité de certains équipements notamment le centre nautique Henri-Sureau (**118 000 €**), ainsi que les abords du tramway avec le remplacement des gabions par des banquettes en béton (**70 000 €**);
- La réalisation d'aménagements participatifs avec notamment la création de circulations douces et d'îlots de fraîcheur dans l'espace public (**50 000 €**).

Trois études seront également lancées pour un montant de **34 000 €**. Elles concernent le centre nautique, l'hôtel de ville et l'église Saint-Nazaire.

Une enveloppe de **302 760 €** sera consacrée à l'**acquisition de matériel**, comprenant notamment la poursuite de l'installation de caméras de vidéoprotection (30 000 €), une mise à niveau des équipements informatiques (111 700 €), le renouvellement de véhicules pour le centre technique et la base de Ternant (38 200 €).

En outre, en matière de **renouvellement urbain**, sont inscrits :

- les engagements pris à l'égard de la SPLAAD sous forme d'avances de trésorerie, dans le cadre de la convention d'aménagement de la centralité, à hauteur d'**1 500 000 €**, et **500 000 €** dans le cadre de l'opération de requalification du secteur « Kennedy » ;

- l'assistance à maîtrise d'ouvrage urbaine, architecturale et paysagère (**120 000 €**).

Enfin, l'amortissement du capital de la dette (**930 619 €** contre 975 696 € en 2019) complète les dépenses d'investissement.

Évolution de l'encours de la dette

À la fin 2019, l'encours de dette de la ville s'élève à 9.3 M€. Cette légère hausse de l'encours s'explique par la mobilisation d'un emprunt de 1,1 million d'€, légèrement supérieur à l'amortissement du stock en cours (0.976 million d'€).

Les principales caractéristiques de l'encours de dette de Chenôve sont les suivantes :

- Le taux d'intérêt moyen s'élève à 1,25 % ;
- L'encours de dette au 31 décembre 2019 est composé de 13 emprunts. La structure est constituée de 47,10 % d'emprunts à taux fixe et 52,90 % à taux variable (dont 48,30 % indexés sur le livret A) ;
- La capacité de désendettement (encours dette/épargne brute) exprimée en années, et qui définit la capacité de la ville à dégager un autofinancement suffisant pour rembourser sa dette, est stabilisée à 4 ans.

- L'encours de dette par habitant demeure toujours en-dessous de la moyenne de la strate :

€ par habitant	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Chenôve	852,00 €	760,00 €	736,00 €	645,00 €	649,00 €	663,00 €
Moyenne strate	958,00 €	944,00 €	954,00 €	931,00 €	870,00 €	ND

- L'encours de dette est classifié uniquement 1A au regard de la charte Gissler. Au regard de cette classification, 100 % de l'encours de dette est classé 1A, c'est-à-dire sans aucun risque.

Vu le budget primitif joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'adopter le budget primitif 2020.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

2 CONTRE :

M. NEYRAUD - M. SINGER

1 ABSTENTION :

M. MICHEL

9 - VOTE DU TAUX DES IMPÔTS FONCIERS POUR 2020

En raison de la crise sanitaire, la date limite de vote des taux, fixée initialement au 30 avril, a été reportée, par voie d'ordonnance, au 3 juillet 2020.

La réforme de la fiscalité locale amorcée en 2018 se poursuit en 2020.

La mesure d'allègement de la taxe d'habitation au bénéfice des foyers les plus modestes mises en place en 2018 arrive à son terme en 2020. Cette année, ces redevables n'auront donc plus à payer la taxe d'habitation, l'État se substituant à eux à l'égard des collectivités.

La réforme de la fiscalité locale, votée en loi de finances pour 2020, généralise à l'ensemble des résidences principales ce dispositif d'allègement. Comme le précédent, il s'appliquera progressivement à compter de 2021 par un dégrèvement de 30 %, puis 65 % en 2022 et 100 % à compter de 2023. A l'issue de ce processus, seuls les logements vacants et les résidences secondaires seront imposés à la taxe d'habitation.

L'année 2020 constitue donc une année transitoire qui servira de référence dans le calcul de la ressource de substitution à la taxe d'habitation. Ainsi, les éléments constitutifs de cette taxe (taux, abattements, allocation compensatrice des exonérations) sont gelés à leur niveau de 2019. Par conséquent, les communes perdent leur pouvoir de vote du taux et des abattements de la taxe d'habitation.

À compter de 2021, le produit de la taxe d'habitation, à l'exception de celui issu des résidences secondaires, sera perçu par l'Etat. En contrepartie, le taux de la la taxe foncière sur les propriétés bâties départemental sera transféré aux communes. Cependant, pour assurer une neutralité fiscale, une compensation ou un prélèvement seront appliqués, sous forme d'un coefficient correcteur, au cumul des produits de foncier bâti communal et départemental.

Pour ce qui concerne la commune de Chenôve, et à titre d'illustration du mécanisme, la simulation réalisée par les services fiscaux avec les données de 2018 aboutit à un coefficient correcteur de 0,78, car les ressources fiscales de la commune, avant réforme, s'élevaient à 7,870 M€ alors que la ressource cumulée du foncier bâti s'élevait à 10,023 M€.

Enfin, pour conclure provisoirement sur cette réforme, il est à noter qu'en 2020, les modalités de revalorisation des valeurs locatives sont différenciées. L'État devenant le principal contributeur à la taxe d'habitation, a décidé d'appliquer une revalorisation forfaitaire de +0,9%, tandis que pour les bases de foncier bâti, le coefficient est toujours fixé en fonction de l'inflation, soit +1,2%.

Pour ce qui concerne les bases notifiées pour 2020, par rapport aux bases effectives de 2019, celles-ci évoluent en-deçà des coefficients de revalorisation :

	Bases effectives 2019	Bases notifiées 2020	Bases notifiées 2020/Bases effectives 2019
Taxe d'habitation	15 414 743	15 520 000	+0,68 %
Taxe foncière bâti	21 629 933	21 807 000	+0,82 %
Taxe foncière non bâti	37 887	38 200	+0,83 %

Selon les services fiscaux, la faible évolution des bases de taxe foncière serait imputable aux locaux professionnels. Depuis 2017, ces locaux ne sont, en effet, plus évalués et

revalorisés comme les locaux d'habitation. Chaque année, les tarifs et donc les valeurs locatives de ces locaux font désormais l'objet d'une mise à jour qui, en 2020, aboutit à l'absence de progression de ces bases.

La variation de la taxe d'habitation reflète l'évolution des bases de taxe foncière des locaux d'habitation entre 2019 et 2020.

Les bases notifiées procureraient, à taux constants, un produit de 7 872 382 €, en augmentation de 57 701 € par rapport à celui perçu en 2019, soit + 0,74 %.

Les compensations d'exonérations fiscales s'établiraient à 373 997 €, contre 367 519 € en 2019, soit +1,76 %.

Au total, les recettes d'origine fiscale ne progresseraient que de 63 783 € par rapport à 2019.

Néanmoins, afin de limiter l'augmentation de l'impôt à la charge des contribuables à la seule variation forfaitaire des valeurs locatives, il est proposé de maintenir les taux des deux taxes foncières à leur niveau de 2019.

Vu l'article L.1612-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 16 de la loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020,

Vu l'article 11 de l'ordonnance N°2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19,

Vu le budget primitif 2020,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE: De fixer les taux 2020 des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties au même niveau qu'en 2019, soit :

	2019	2020
Taxe foncière (bâti)	26,28 %	26,28 %
Taxe foncière (non bâti)	109,02 %	109,02 %

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

10 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR 2020 – COMPLÉMENT

En complément de la délibération n° DEL_2019_113 du 16 décembre 2019, portant avances sur les subventions 2020, et de la décision n° DEC_2020_10 du 16 avril 2020 prise, dans le cadre des mesures d'urgence, afin de garantir le bon fonctionnement des associations, il est proposé d'attribuer une subvention exceptionnelle à **Court Circuit 21**.

Cette association a ouvert, en juin 2019, un magasin associatif, collaboratif et participatif, situé au 23 rue de la Justice à Chenôve, qui propose des produits sains et locaux, à tarifs raisonnables tout en rémunérant les producteurs à un prix juste.

Le développement de son activité nécessite, à présent, qu'elle acquiert des équipements, notamment frigorifiques, pour un montant de 15 000 €. La commune pourrait contribuer à cette opération à hauteur de 2 000 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2020.

Par ailleurs, dans la décision n° DEC_2020_10 du 16 avril 2020, une subvention de 201 € a été accordée au **Pétanque Club de Chenôve**. Or, cette association a changé de dénomination et pris le nom de Balle de Fer de Chenôve. Il convient donc de modifier le nom de l'attributaire.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'accorder une subvention exceptionnelle de 2 000 € à Court Circuit 21,

ARTICLE 2 : De substituer Balle de fer de Chenôve à Pétanque Club de Chenôve pour le versement de la subvention attribuée par décision n° DEC_2020_10 du 16 avril 2020,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

11 - EXONÉRATION DE LOYERS DES ENTREPRISES TOUCHÉES PAR LA CRISE SANITAIRE ET LOGÉES PAR LA VILLE DE CHENÔVE

L'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de la Covid-19 a entraîné la fermeture obligatoire de certains commerces, notamment les restaurants.

La Ville de Chenôve loue des locaux lui appartenant à deux restaurateurs dont la situation financière a été fragilisée par l'arrêt de leur activité durant la période de confinement.

Afin de contribuer à aider ces entreprises à passer cette période difficile, il est donc proposé d'exonérer de loyers et de charges, sur une période de 3 mois, la SARL SIMON FS, gérant l'Auberge du Vieux Pressoir, et la SAS Le Rougail, locataire de la brasserie du Cèdre. Le montant de ces exonérations s'élève à environ 7 800 €.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'attribuer une aide financière sous la forme d'une exonération totale de loyers et de charges pour une période de 3 mois, les entreprises précitées locataires de la commune,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. ACHERIA

JEUNESSE ET SPORT

12 - PROMOTION ET PROGRESSION DU SPORT : RÉPARTITION DE L'ENVELOPPE 2020

Le dispositif « Promotion et Progression du Sport » a pour but principal d'aider les clubs sportifs de Chenôve à promouvoir le développement du sport individuel et collectif au niveau national.

La démarche engendrée par l'enveloppe PPS est, de ce fait, triple :

- promouvoir le haut niveau et aider à y accéder
- le soutenir de façon à le pérenniser,
- régler au mieux les situations d'accession s'approchant de l'élite nationale. C'est pour cette raison qu'une partie de cette enveloppe est versée directement à l'Office municipal des Sports en cas de besoin, en cours d'année.

La répartition des subventions versées au titre de ce dispositif est proposée par le Bureau de l'Office Municipal des Sports qui s'est réuni le 28 avril dernier.

Vu la proposition du bureau de l'O.M.S.,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'attribuer les subventions telles que proposées dans le tableau ci-dessous :

ASSOCIATION TIR A L'ARC	3 000 €
ATHLETIC CLUB	12 000 €
A.D.O.C. (orientation)	4 000 €
BASKET CLUB	22 000 €
ENTENTE BOULISTE SPORTIVE	5 500 €
INDEPENDANTE (gym)	14 000 €
LUTTE CLUB	10 500 €
CHENOVE NATATION	10 500 €
O.M.S.	6 000 €

Les crédits correspondant à un montant de 90 000 € sont inscrits au budget primitif 2020.

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :



VOTES

31 POUR

2 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. HABERKORN - M. SINGER

FINANCES

13 - DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE ET DE COHÉSION SOCIALE – RAPPORT SUR LES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN 2019

La Ville de Chenôve perçoit la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSUCS), issue de la loi n° 91-429 du 13 mai 1991, modifiée par la loi de finances n° 2004-1484 du 30 décembre 2004, la loi de programmation pour la cohésion sociale n° 2005-32 du 18 janvier 2005, ainsi que la loi de finances n° 2017-1837 du 30 décembre 2017.

La DSUCS est attribuée aux communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées. Elle se concentre plus particulièrement sur les communes disposant de populations résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) et/ou en zone franche urbaine (ZFU).

Un classement des communes de plus de 10 000 habitants est effectué chaque année. Les critères pris en compte pour ce classement sont les suivants :

- le potentiel financier,
- le nombre de logements sociaux,
- le nombre de personnes bénéficiant des allocations logement,
- le revenu par habitant.

La loi de finances pour 2017 a modifié les conditions de répartition de la DSU. La pondération du critère « revenu par habitant » a augmenté et la pondération du critère « potentiel financier » a diminué. Cette réforme favorise le classement de la Ville de Chenôve parmi les communes éligibles, puisque la richesse potentielle de la ville est plus élevée que la moyenne des villes de plus de 10 000 habitants, tandis que le niveau de vie moyen des habitants est plus faible que la moyenne des villes de plus de 10 000 habitants.

En 2019, les données de la commune, comparées aux moyennes nationales, ont positionné la Ville de Chenôve au **136ème rang sur 688 communes éligibles**.

L'attribution de la DSUCS, en 2019, s'élevait à 3 962 533€, en progression de 3.30 % par rapport à 2018, soit une augmentation de 126 739 €. Le taux de progressivité aurait, toutefois, tendance à diminuer, puisque la progression était supérieure à 7 % de 2015 à 2017 puis est descendue à 4% en 2018.

Conformément à l'article L1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Ville doit présenter, chaque année, un rapport sur les actions de développement social urbain et les conditions de leur financement.

La loi précise que la dotation doit contribuer à améliorer les conditions de vie dans les communes urbaines, notamment par le développement de « services collectifs de proximité » et par des aides ciblées. Dans un contexte de contraction de recettes, cette dotation constitue un levier financier significatif sans lequel la commune ne pourrait poursuivre, développer ou accompagner des actions destinées à apporter des réponses adaptées aux besoins spécifiques de sa population la plus fragilisée et d'atténuer les inégalités.

L'intervention de la commune se décline selon plusieurs axes :

- actions de coordination,
- développement de la citoyenneté et prévention de la délinquance,
- soutien à la scolarité et développement des activités en faveur de la jeunesse,
- promotion de l'insertion sociale et professionnelle,
- sensibilisation à la culture et à l'éducation artistique,
- adaptation de l'accueil ou des services au public,

- soutien apporté à des organismes sociaux et à des associations accompagnant les publics fragilisés ou contribuant à leur faciliter l'accès à des activités de loisirs,
- amélioration du cadre et des conditions de vie des habitants avec des travaux d'aménagement et des travaux importants réalisés dans le cadre de l'opération de centralité qui contribuent au renouvellement urbain du Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville (QPV).

Le détail et le coût de ces actions, organisées par la Ville ou en partenariat, sont présentés dans l'annexe jointe.

Vu l'article L.1111-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le tableau annexé,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte du rapport qui retrace les actions de développement social urbain entreprises au cours de l'exercice 2019 et les conditions de leur financement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

COHESION SOCIALE ET URBAINE

14 - DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2020

Par courrier en date du 25 février 2020, le Préfet de la Côte-d'Or a informé le Maire de Chenôve que la commune est éligible, en 2020, à la dotation politique de la ville (DPV) dont le montant de l'enveloppe s'élève, cette année, à **191 406 €**.

Il est rappelé que la DPV, ancienne dotation de développement urbain, a été créée par l'article 172 de la loi de finances pour 2009 n° 2008-1425 du 27 décembre 2008. Cette dotation vise à compléter la logique de péréquation poursuivie dans le cadre de la dotation de solidarité urbaine par un soutien renforcé aux communes en vue de la réalisation de projets d'investissement ou de dépenses de fonctionnement correspondant aux objectifs fixés dans le contrat de ville. Le périmètre d'intervention des équipements ou des actions financés par l'État au titre de la DPV doit s'inscrire dans celui du quartier politique de la ville (QPV) ou sa périphérie, dès lors que les équipements ou les actions bénéficient aux habitants du QPV.

Dans ce cadre, il est proposé d'inscrire les opérations suivantes au titre de la dotation politique de la ville 2020 :

- en investissement, le projet de restructuration du gymnase du Mail qui participe au renouvellement urbain du quartier du Mail et permettra de renforcer les actions de promotion de la pratique du sport, notamment auprès des jeunes du QPV, comme vecteur de réussite éducative et d'insertion sociale ou professionnelle.

Le coût de cette opération (travaux et honoraires de maîtrise d'œuvre) est estimé, au stade de l'avant-projet sommaire, à **4 596 307, 30 € HT**.

- en fonctionnement, une aide au démarrage du tiers-lieu "Mail'Up" né de la réflexion engagée dans le cadre du dispositif "Générateur Bourgogne Franche-Comté" et dont le coût est estimé à **59 865 €** pour la première année de fonctionnement.

La subvention sollicitée auprès de l'État, au titre de la dotation politique de la ville 2020, s'élève à 191 406 € dont :

- **183 906 € au titre du projet de restructuration du gymnase du Mail,**
- **7 500 € au titre de l'aide au démarrage du tiers-lieu "Mail'Up".**

Vu les articles L. 2334-40 et L. 2334-41 du Code général des collectivités territoriales relatifs à la dotation politique de la ville,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 16 juin 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver les opérations inscrites au titre de la dotation politique de la ville pour l'année 2020 et leurs modalités de financement, tels qu'énoncées dans la présente délibération,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

15 - OPÉRATION "CENTRALITÉ" – APPROBATION DE LA CINQUIÈME CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE" (SPLAAD)

Le 28 septembre 2009, le Conseil municipal de la Ville de Chenôve a autorisé la signature d'une convention de prestations intégrées (CPI) fixant les conditions d'intervention de la Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD) dans le cadre de l'opération d'aménagement ZAC « Centre Ville ».

Il est rappelé que le Conseil Municipal a approuvé, par délibération en date du 6 novembre 2017, l'avenant n°6 à la CPI qui avait pour objet l'extension du périmètre et le changement de dénomination de l'opération, devenant l'opération « Centralité ».

Cette convention de prestations intégrées prévoit dans son article 16.5 que « lorsque les prévisions budgétaires actualisées feront apparaître une insuffisance provisoire de trésorerie, l'Aménageur pourra solliciter le versement par la Collectivité concédante d'une avance, éventuellement renouvelable ».

Afin de couvrir le besoin de trésorerie et diminuer le recours à l'emprunt, la SPLAAD sollicite le versement par la Ville de Chenôve d'une cinquième avance au titre de l'opération « Centralité » à hauteur d'un montant de **1 500 000 € (un million cinq cent mille euros)**.

Il est précisé que les crédits nécessaires au versement de cette avance sont inscrits au budget primitif 2020.

Le montant et les modalités de versement de cette avance sont fixés par la convention d'avance de trésorerie, annexée à la présente délibération.

Vu l'article L.1523-2-4° du Code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de convention d'avance de trésorerie annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 16 juin 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la cinquième convention d'avance de trésorerie au titre de l'opération « Centralité », conformément aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES
32 POUR

1 ABSTENTION :
M. MICHEL

16 - OPÉRATION "KENNEDY" – APPROBATION DE LA DEUXIÈME CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE" (SPLAAD)

Le 28 septembre 2009, le Conseil municipal de la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD) la réalisation de l'opération d'aménagement et de restructuration du secteur Kennedy par voie de Convention de Prestations Intégrées (CPI) portant concession d'aménagement.

Cette convention prévoit dans son article 16.5 que « lorsque les prévisions budgétaires actualisées feront apparaître une insuffisance provisoire de trésorerie, l'Aménageur pourra solliciter le versement par la Collectivité concédante d'une avance, éventuellement renouvelable ».

Il est rappelé que le Conseil municipal de la Ville de Chenôve a approuvé, par délibération du 8 avril 2019, le versement d'une première avance de trésorerie au titre de l'opération « Kennedy » dans la perspective du lancement de la mission de maîtrise d'œuvre chargée de la conception du projet d'aménagement et du suivi des travaux.

Afin de couvrir le besoin de trésorerie et diminuer le recours à l'emprunt, la SPLAAD sollicite le versement par la Ville de Chenôve d'une deuxième avance au titre de l'opération « Kennedy » à hauteur d'un montant de **500 000 € (cinq cent mille euros)**.

Il est précisé que les crédits nécessaires au versement de cette avance sont inscrits au budget primitif 2020.

Le montant et les modalités de versement de cette avance sont fixés par la convention d'avance de trésorerie annexée à la présente délibération.

Vu l'article L.1523-2-4° du Code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de convention d'avance de trésorerie annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 16 juin 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la deuxième convention d'avance de trésorerie au titre de l'opération « Kennedy », conformément aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR
1 NE PREND PAS PART AU VOTE :
M. NEYRAUD

17 - OPÉRATION "KENNEDY" – MODALITÉS DE CONCERTATION PRÉALABLE À LA CRÉATION D'UNE ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ

Le 3 février 2020, le Conseil municipal de la Ville de Chenôve a approuvé les objectifs poursuivis par la requalification du secteur Kennedy ainsi que les modalités de concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC).

Il est rappelé que, dans la perspective de la création d'une ZAC, les modalités de concertation préalable qui ont été approuvées par le Conseil Municipal sont les suivantes :

- moyens mis à disposition du public pour s'informer :

- envoi d'un courrier à l'ensemble des habitants de la commune,
- affichage en Mairie,
- articles dans la presse locale et les supports de communication municipaux (magazine, site internet, réseaux sociaux...),
- exposition publique présentant les enjeux et les principes d'aménagement sur site et à la Maison du Projet,

- moyens mis à disposition du public pour formuler des observations et propositions :

- organisation d'une réunion publique,
- ouverture d'un registre destiné au recueil des observations du public à la Maison du Projet, aux heures et jours habituels d'ouverture,
- possibilité d'adresser des observations par voie postale ou par courriel.

La crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19 et les mesures de confinement instaurées en mars dernier ont nécessité de reporter cette concertation préalable, qui devait initialement se dérouler pendant une période de deux mois entre début mai 2020 et mi-juillet 2020.

Dans ce contexte, la concertation préalable à la création d'une ZAC dans la perspective de la requalification du secteur Kennedy pourrait se dérouler, pendant une période de deux mois, **au cours du quatrième trimestre de l'année 2020.**

Il est précisé que les objectifs poursuivis par l'opération d'aménagement et les modalités de la concertation préalable précédemment approuvés restent inchangés.

Vu l'article L.311-1 du Code de l'urbanisme,

Vu les articles L.1.03-2 et suivants du Code de l'urbanisme,

Vu la délibération DEL_2020_05 du Conseil municipal de la Ville de Chenôve du 3 février 2020,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 16 juin 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver, dans la perspective de la requalification du secteur Kennedy, le déroulement de la concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté pendant la période de deux mois entre début octobre et fin novembre 2020,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

18 - OPÉRATION "VERGERS DU SUD" – AVENANT N°1 AU MANDAT D'ÉTUDES PRÉALABLES CONFIE PAR LA VILLE DE CHENÔVE À LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE" (SPLAAD)

Le 23 septembre 2019, le Conseil municipal de la Ville de Chenôve a décidé de confier à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD) la réalisation des études préalables relatives à la faisabilité de l'opération d'aménagement "Vergers du Sud" par voie de Convention de Prestations Intégrées (CPI) portant mandat d'études préalables.

Dans le cadre de cette convention entrée en vigueur le 4 octobre 2019, il est rappelé que le mandataire est tenu de présenter à la collectivité les études réalisées dans un délai de 12 mois maximum, soit avant le 3 octobre 2020.

La crise sanitaire née de l'épidémie de COVID-19 et les mesures de confinement instaurées en mars dernier ont nécessité de reporter le lancement de la consultation des entreprises pour la réalisation de l'étude de programmation urbaine. En conséquence, les conclusions de cette étude de programmation ne pourront être connues avant la fin du premier semestre 2021.

Dans ce contexte, il convient de prolonger la durée de la CPI de 12 mois, par voie d'avenant, afin de permettre la réalisation du programme d'études prévu au titre du mandat confié à la SPLAAD.

Vu le projet d'avenant à la Convention de Prestations Intégrées portant mandat d'études préalables annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 16 juin 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer le premier avenant à la convention de prestation intégrées portant mandat d'études préalables sur la faisabilité de l'opération d'aménagement "Vergers du Sud",

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

19 - RENOUVELLEMENT URBAIN – DÉCONSTRUCTION PARTIELLE DE L'IMMEUBLE MATISSE RUE FRANÇOISE DOLTO APPARTENANT À HABELLIS : ACCORD DE LA VILLE DE CHENÔVE

Le 23 octobre 2019, le Conseil d'administration d'Habellis, Entreprise Sociale pour l'Habitat, a émis un avis favorable à la déconstruction partielle de l'immeuble Matisse sis 1 à 13 rue Françoise Dolto à Chenôve. Sur les 70 logements que compte l'immeuble, la déconstruction concernerait 30 logements, sis 5, 7 et 13 rue François Dolto à Chenôve. Les 40 logements restants sis 1, 3, 9 et 11 rue Françoise Dolto feront, quant à eux, l'objet d'une réhabilitation.

Le Code de la construction et de l'habitation stipule que la démolition d'un bâtiment à usage d'habitation appartenant à un organisme d'habitations à loyer modéré et construit avec l'aide de l'Etat nécessite, au préalable, l'obtention d'une autorisation préfectorale avec l'accord de la commune d'implantation.

L'opération de déconstruction partielle de l'immeuble Matisse s'inscrit dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) dont les enjeux, les orientations et le programme pour le quartier du Mail ont été validés le 9 octobre 2019 par le comité d'engagement de l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain.

La stratégie de renouvellement urbain du quartier du Mail s'inscrit dans une approche intégrée de développement territorial du sud dijonnais qui trouve sa traduction dans le PLUi-HD. Complémentaire et cohérente avec la mutation urbaine le long de l'axe Dijon / Beaune, la poursuite du renouvellement urbain du quartier du Mail participe :

- au changement d'image et au renforcement de l'attractivité de Chenôve,
- à l'affirmation de Chenôve comme pôle urbain structurant à l'échelle du sud dijonnais.

Cette opération de déconstruction partielle, accompagnée d'une réhabilitation et d'une résidentialisation des abords du bâtiment, contribue à la requalification du secteur Renan en confortant l'attractivité résidentielle du parc de logements à loyers modérés.

Considérant le présent exposé,

Vu l'article L443-15-1 du Code la construction et de l'habitation,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 16 juin 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De donner son accord à la déconstruction partielle de l'immeuble Matisse sis 1 à 13 rue Françoise Dolto à Chenôve,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

ADMINISTRATION GENERALE

20 - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE" (SPLAAD) – RAPPORT ANNUEL DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DE CHENÔVE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR L'EXERCICE CLOS AU 30 JUIN 2019

La Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD) a pour objet de procéder exclusivement pour le compte de ses actionnaires, à tous actes nécessaires à la réalisation d'opérations, par voie de convention de prestations intégrées « *in house* ».

Par délibération du 29 juin 2009, la Ville de Chenôve a décidé de participer au capital de la société et détient, à ce jour, 300 actions d'une valeur nominale de 1 000 euros.

Les représentants permanents de la Ville de Chenôve au Conseil d'Administration de la SPLAAD lors de l'exercice clos au 30 juin 2019 étaient :

- M. Thierry FALCONNET,
- M. Jean-Jacques BERNARD.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 alinéa 14 du Code Général des Collectivités Territoriales, les représentants permanents de la Ville de Chenôve doivent rendre compte de leurs missions à l'assemblée délibérante, au moins une fois par an.

Dans ce cadre, il est soumis à l'appréciation du Conseil municipal un rapport synthétique sur l'exercice de la SPLAAD du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019 et approuvé par son Assemblée Générale Ordinaire le 19 décembre 2019.

Pour l'exercice clos au 30 juin 2019, le rapport annuel des élus mandataires, annexé à la présente délibération, retrace notamment les événements majeurs suivants :

- transfert des 30 actions détenues par la commune de Neuilly-les-Dijon au profit de la commune nouvelle de Neuilly-Crimolois,
- présidence de l'Assemblée Spéciale assurée par la ville de Magny-sur-Tille, représentée par M. Nicolas BOURNY.

Durant l'exercice 2018-2019, le Comité de Contrôle et Stratégique s'est réuni onze fois. La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie trois fois.

Concernant la Ville de Chenôve :

- présentation des CRAC : ZAC Centre Ville – Centralité, Centre commercial Saint-Exupéry et Kennedy le 19 novembre 2018 au Comité de Contrôle et Stratégique,
- deux Commissions d'Appel d'Offres se sont réunies le 7 décembre 2018 et le 1^{er} avril 2019 concernant le marché de maîtrise d'œuvre urbaine et paysagère sur esquisse pour la requalification du centre commercial Saint-Exupéry et ses abords.

Pour l'exercice 2018-2019, les comptes annuels font apparaître un résultat net s'élevant à 181 617,88 €. Le total des capitaux propres de la structure et des programmes s'élèvent à 3 340 364 €, dont :

- 2 078 418 € de capitaux nets après prise en compte du résultat de l'exercice,
- 1 261 946 € de subventions d'investissement des programmes.

Vu l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales et plus précisément son alinéa 14,

Vu le rapport joint en annexe sur l'exercice de la SPLAAD clos au 30 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter le rapport annuel des élus mandataires à la Ville de Chenôve portant sur l'exercice de la SPLAAD clos au 30 juin 2019,

ARTICLE 2 : De donner quitus de leurs missions aux élus mandataires qui siégeaient lors de l'exercice clos au 30 juin 2019 au Conseil d'administration de la société : M. Thierry FALCONNET et M. Jean-Jacques BERNARD.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

FINANCES

21 - TRAVAUX DE L'HÔTEL DE VILLE – DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRÈS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET DE L'ÉTAT AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL)

Le développement durable fait partie des enjeux prioritaires de la Ville de Chenôve. Cela passe notamment par la rénovation de ses bâtiments publics, dont fait partie l'Hôtel de Ville, cœur de la vie citoyenne.

Les abords de l'Hôtel de Ville ont fait récemment l'objet de travaux d'aménagement et de mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR).

L'objectif est aujourd'hui de continuer sur cette voie et de renforcer, entre autres, de manière significative les performances énergétiques de l'Hôtel de Ville :

- isolation des combles,
- réfection de la toiture du bâtiment de la Police municipale,
- rénovation de la toiture en zinc existante,
- intervention sur le réseau de chauffage,
- rénovation totale des sanitaires du hall d'entrée.

Le coût de ces travaux est évalué à 331 616 € HT.

L'État, dans le cadre de son plan de soutien à l'investissement local, ainsi que le Conseil départemental de la Côte-d'Or, dans le cadre de son accompagnement aux projets d'investissement portant sur le patrimoine communal, peuvent contribuer au financement de ce projet.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De solliciter l'aide financière de l'État, au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL), et du Conseil départemental, au titre de l'appel à projet patrimoine communal,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. MOURTADA

COHESION SOCIALE ET URBAINE

22 - SOLLICITATION D'UN ACCORD DE PARTENARIAT AVEC LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CÔTE-D'OR

Au titre de sa participation à l'aménagement et à l'animation des territoires, le département de la Côte-d'Or a adopté, par délibération du 14 octobre 2019, le cadre général des accords de partenariat pouvant être conclus avec les pôles urbains de la métropole dijonnaise, dont la commune de Chenôve.

Ce dispositif contractuel spécifique d'accompagnement repose sur un partenariat, technique et financier, dans les domaines de compétences respectifs du Département et de la Commune. Une convention déclinera, par axes d'interventions, les actions menées ou à développer conjointement ou non au titre :

- des solidarités humaines (action sociale, culture, jeunesse...),
- des solidarités territoriales (développement durable, aménagement du territoire, préservation des espaces naturels sensibles...).

Au titre des solidarités territoriales, l'accord de partenariat comprend un axe « attractivité et aménagement du territoire » qui permet d'intégrer le soutien financier du Département de la Côte-d'Or pour des projets structurants relatifs au bâti ou à l'aménagement d'espaces publics au moins au stade d'Avant-Projet Sommaire (APS) au moment de la sollicitation de l'accord de partenariat.

Les critères d'intervention définis par le Département sont les suivants :

- la dépense éligible, par projet, doit être comprise entre 150 000 € HT et 1 000 000 € HT,
- le taux d'intervention du soutien départemental varie de 20% à 50% en fonction de l'opportunité des projets, leur rayonnement et leur qualité environnementale tout en tenant compte des cofinancements et ressources mobilisables,
- la contractualisation doit intervenir avant le 31 décembre 2020,
- le contrat a une validité de trois ans à compter de la date de signature de l'accord de partenariat.

Considérant le précédent exposé, la Commune de Chenôve pourrait s'inscrire dans ce dispositif contractuel d'accompagnement et solliciter l'aide du Conseil Départemental de la Côte-d'Or dans le cadre de l'opération de restructuration du gymnase du Mail.

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 16 juin 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2020.

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter le Conseil Départemental de la Côte-d'Or dans la perspective de la conclusion d'un accord de partenariat,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. MOURTADA

RESSOURCES HUMAINES

23 - DROIT À LA FORMATION DES ÉLUS

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2123-12 et suivants,
 Considérant que les membres du Conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions,
 Considérant qu'une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation,
 Considérant la volonté de la collectivité de permettre à ses élus d'exercer au mieux les missions qui leur sont dévolues dans le cadre de leur mandat,
 Considérant la volonté de la collectivité de répondre de manière optimale aux problématiques qui se posent dans le cadre de la gestion de la ville.

Dans le respect des règles édictées par le Code général des collectivités territoriales, les élus locaux ont le droit de bénéficier d'une formation individuelle adaptée à leurs fonctions afin de pouvoir exercer au mieux les compétences qui leur sont dévolues et de garantir le bon exercice de leurs fonctions.

Le Conseil municipal doit, à ce titre, dans les trois mois suivant son renouvellement, délibérer sur l'exercice du droit à la formation de ses membres.

Afin de garantir la qualité et le pluralisme des organismes de formation concernés, ces derniers doivent obtenir un agrément délivré par le ministre de l'Intérieur, après avis du Conseil national de la formation des élus locaux (C.N.F.E.L.).

Concernant les formations, sont pris en charge, à la condition que l'organisme dispensateur soit agréé par le ministre de l'Intérieur, les frais d'enseignement, les frais de déplacement, ainsi que la compensation de la perte éventuelle de salaire, de traitement ou de revenus (dans la limite de 18 jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure).

Le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus de la commune.
 Le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du même montant.

Dans le cadre des politiques publiques engagées et envisagées, les orientations suivantes ont été retenues en matière de formation :

- Formation des membres élus désignés pour siéger en tant que représentant de la collectivité au Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.) ;
- L'élaboration et le vote du budget ;
- Le rôle de l'élu local ;
- La communication et la prise de parole en public ;
- Le fonctionnement de l'institution municipale et de l'action publique locale.

Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la collectivité doit être annexé au compte administratif et donne lieu à un débat annuel.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité et Culture du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver les orientations données à la formation des élus de la

collectivité, telles que présentées ci-dessus, ainsi que ses modalités d'exercice,

ARTICLE 2 : D'indiquer que la dépense correspondante sera inscrite au chapitre 65,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

24 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le tableau actuel des effectifs de la collectivité,

Pour satisfaire aux besoins des services, il est nécessaire de créer 4 postes et d'en transformer 3 autres :

- Créations de postes :

- Un poste de catégorie C de gardien brigadier, à temps complet, à la Police Municipale. Cet agent sera principalement chargé de mettre en œuvre les pouvoirs de police du maire (urbanisme, environnement, circulation), les actions de prévention et de proximité (surveillance de la voie publique et des bâtiments communaux) et d'assurer la sécurité aux abords des bâtiments publics lors des manifestations locales.
- Un poste de catégorie B d'éducateur territorial des activités physiques et sportives (ETAPS), à temps complet, à la direction sport-loisirs-jeunesse. Cette création de poste permettra de palier le départ en retraite du responsable du patrimoine sportif dans le cadre d'une réorganisation du service des sports.
- Un poste de catégorie C d'agent de maîtrise, à temps complet, à la direction de l'éducation. Suite à une promotion interne, cet agent sera principalement chargé d'assurer la coordination périscolaire de l'école maternelle Gambetta.
- Un poste de catégorie B, à temps complet, dans le cadre d'emploi des techniciens territoriaux, susceptible d'être pourvu par l'un des grades du cadre d'emploi. Cet agent sera principalement chargé d'assurer le remplacement de l'actuel référent technique gestion espaces publics au sein des services techniques administratifs, suite à son futur départ en retraite prévu le 01/10/2020.

- Transformations de postes :

- Afin d'assurer la continuité du service pendant la durée de la crise sanitaire qui a empêché de procéder à un recrutement dans des conditions normales, il est proposé la transformation d'un poste à posteriori de catégorie B de technicien, à temps complet, à la direction des services techniques. Suite à un recrutement infructueux, le poste avait été pourvu par un agent contractuel recruté en tant qu'assistant technique du bâtiment, dans les conditions fixées par l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée. Compte tenu des missions spécifiques du poste, il convient de transformer le motif du contrat pour que les fonctions puissent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie B dans les conditions fixées à l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.
- Un poste de catégorie C d'adjoint technique principal 2ème classe à temps non complet (20 heures hebdomadaires) en un poste à temps non complet (26 heures et 30 minutes hebdomadaires). Cet agent assure actuellement le poste de gardien du cimetière.
- Un poste de catégorie A d'ingénieur, à temps complet en un poste d'ingénieur principal à temps complet. Cet agent remplacera l'actuel directeur du Centre

Technique Municipal (CTM) suite à la retraite de ce dernier prévue le 01/12/2020.

À l'issue de la création du poste, le tableau des effectifs, tel qu'adopté lors du Conseil municipal du 3 février 2020, sera modifié.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020.

Vu l'avis de la Commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver la création de 4 postes et la transformation de 3 autres à savoir :

- un poste de gardien-brigadier (catégorie C) à temps complet,
- un poste d'éducateur territorial des activités physiques et sportives (catégorie B) à temps complet,
- un poste d'agent de maîtrise (catégorie C) à temps complet,
- un poste relevant du cadre d'emploi des techniciens territoriaux (catégorie B) à temps complet,
- un poste de technicien (catégorie B) à temps complet statutaire, en un poste de technicien (catégorie B) à temps complet contractuel, basé sur l'article 3-3 2^o de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,
- un poste d'adjoint technique principal 2^{ème} classe (catégorie C) à temps non complet (20 heures hebdomadaires) en un poste à temps non complet (26 heures et 30 minutes hebdomadaires),
- un poste d'ingénieur (catégorie A) à temps complet en un poste d'ingénieur principal (catégorie A) à temps complet,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

ADMINISTRATION GENERALE**25 - DÉLÉGATIONS DE POUVOIR À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,

Vu le tableau joint en annexe,

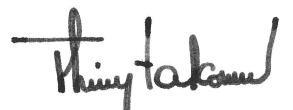
Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

La séance est levée à 23 h 48.




Thierry FALCONNET